

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2014/35419]

21 MARS 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Autorité fédérale, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à l'exécution de l'article 3, § 1^{er}, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (1)

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Autorité fédérale, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à l'exécution de l'article 3, § 1^{er}, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire et régionale.

Art. 2. Il est porté assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Autorité fédérale, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à l'exécution de l'article 3, § 1^{er}, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 mars 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, de l'Emploi, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERS

 Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents. — Projet de décret, 2443 - N° 1. – Rapport, 2443 - N° 2. — Texte adopté en séance plénière, 2443 - N° 3.
Annales. — Discussion et adoption. Séances du 19 mars 2014.

 REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203896]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les sélections statutaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2013;

Vu le protocole de négociation n° 636 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 17 mars 2014;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 19, 7^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « d'un concours de recrutement organisé » sont remplacés par les mots « d'une sélection statutaire organisée ».

Art. 2. Dans l'article 83, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « concours de recrutement » sont remplacés par les mots « sélections statutaires ».

Art. 3. Dans l'intitulé du chapitre premier du titre VI du livre I^{er} du même arrêté, les mots « concours de recrutement » sont remplacés par les mots « sélections statutaires ».

Art. 4. Dans l'article 110 du même arrêté, les mots « Les concours de recrutement et d'accession » sont remplacés par les mots « Les sélections statutaires et les concours d'accession ».

Art. 5. A l'article 111 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « concours de recrutement » sont remplacés par les mots « sélections statutaires »;

2^o les mots « la formation et le profil des candidats correspondent aux exigences de l'emploi à conférer » sont remplacés par les mots « le profil des candidats correspond à la fonction à conférer ».

Art. 6. A l'article 112, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 2^o, les mots « la liste des diplômés et certificats d'études visés à l'annexe III » sont remplacés par les mots « les modifications de l'annexe III »;

2^o dans le 3^o, les mots « des concours de recrutement et d'accession » sont remplacés par les mots « des sélections statutaires et des concours d'accession ».

Art. 7. Dans l'article 112*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les mots « d'un concours de recrutement » sont remplacés par les mots « d'une sélection statutaire ».

Art. 8. Dans le livre 1^{er}, titre VI, chapitre premier du même arrêté, l'intitulé de la section II est remplacé par ce qui suit :

« Section II. Des sélections statutaires ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'article 113, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 113. § 1^{er}. Une fonction correspond à un emploi ou à un groupe d'emplois, déclinée dans un ou plusieurs métiers figurant à l'annexe II, dans le cadre d'un référentiel commun au Service public de Wallonie et aux organismes, approuvé par le Gouvernement wallon après avis du collège des fonctionnaires généraux dirigeants et concertation avec les organisations syndicales représentatives.

§ 2. Pour chaque fonction à conférer, il est établi une description de fonction qui contient des informations sur :

1° le niveau, le grade, le rang et l'échelle de traitements du ou des emplois;

2° les conditions d'accès à l'emploi ou aux emplois, y compris l'expérience professionnelle éventuellement requise.

La description de fonction définit :

1° la finalité et les activités principales de la fonction;

2° les compétences requises pour exercer la fonction.

La description de fonction est annoncée lors de l'appel à candidatures du SELOR. »

Art. 10. A l'article 114 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 1^{er} à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les sélections statutaires comportent une épreuve générique, organisée par le SELOR, destinée à évaluer les compétences du candidat au regard des compétences liées au niveau concerné.

Les sélections comportent également une épreuve de fonction, organisée par la Direction de la Sélection du Service public de Wallonie sous la supervision du SELOR, destinée à évaluer les compétences techniques et comportementales du candidat, ainsi que sa motivation, au regard de compétences requises pour exercer la fonction, telles que contenues dans la description de fonction.

§ 2. Le Gouvernement approuve le programme des sélections statutaires, lequel détermine :

1° si l'épreuve de fonction est constituée d'une ou de plusieurs parties;

2° si certaines parties de l'épreuve de fonction sont éliminatoires et si les points obtenus à ces parties d'épreuve interviennent dans le total des points obtenus à l'épreuve;

3° le cas échéant, le nombre maximum de candidats retenus pour constituer une réserve issue d'une sélection statutaire.

§ 3. Les candidats doivent obtenir au moins 50 pour cent des points à l'épreuve générique et 60 pour cent des points à l'épreuve de fonction.

§ 4. Lors de l'épreuve de fonction, le jury est composé, au minimum, d'un président issu de la Direction de la Sélection du Service public de Wallonie ainsi que de deux membres possédant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau dans le domaine concerné et dont un, au moins, de même que son suppléant, est issu du Service public de Wallonie ou d'un organisme. »;

2° l'article est complété par le paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Les lauréats de l'épreuve générique qui s'inscrivent à une sélection statutaire pour le même niveau ou pour un niveau inférieur sont dispensés de cette épreuve pendant trois ans à compter de la présentation de l'épreuve qu'ils ont réussie.

Les candidats qui échouent à l'épreuve générique ne peuvent pas présenter à nouveau cette épreuve pour le même niveau ou pour un niveau supérieur pendant une durée de six mois à compter de la présentation de l'épreuve à laquelle ils ont échoué.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, est pris en compte la réussite ou l'échec à une épreuve générique organisée pour le pouvoir exécutif fédéral ou un pouvoir exécutif soumis à l'arrêté royal fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent. »

Art. 11. A l'article 115 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « Avant la clôture du procès-verbal de l'épreuve » sont remplacés par les mots « A la clôture des inscriptions à l'épreuve générique »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le SELOR arrête la liste des lauréats qui accèdent à l'épreuve de fonction.

Sur la proposition de la direction de la Sélection du Service public de Wallonie, le SELOR dresse le procès-verbal de l'épreuve de fonction et arrête la liste des lauréats qui constituent les réserves issues des sélections statutaires. »;

3° dans le paragraphe 3, la phrase « Les lauréats sont classés dans chaque réserve sur la base du total des points obtenus à l'épreuve y relative. » est remplacée par la phrase « Les lauréats sont classés dans la réserve sur la base des points obtenus à l'épreuve de fonction. »

Art. 12. Dans l'article 116 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les emplois sont attribués sur la base des réserves établies conformément à l'article 115, § 3. »;

2° dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Si les conditions d'accès à un emploi imposent des connaissances particulières qui ne sont pas vérifiées dans l'épreuve de fonction, la possession de ces connaissances est vérifiée par la direction de la Sélection du Service public de Wallonie préalablement à la désignation. La preuve des connaissances est faite si le lauréat candidat obtient soixante pour cent des points à l'entretien ou au test de vérification. »;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Le lauréat dont il est constaté après enquête qu'il ne satisfait pas aux conditions est exclu de la réserve »;

4° dans le paragraphe 3, l'alinéa 5, est remplacé par ce qui suit :

« La décision de mener une enquête complémentaire et les décisions d'exclusion de la réserve sont prises par le directeur de la sélection et notifiées au lauréat. »

Art. 13. A l'article 117 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats de sélections statutaires qui remplissent l'ensemble des conditions d'admissibilité visées à l'article 19 pour l'emploi à conférer sont admis au stage dans l'ordre de leur classement. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si des lauréats de sélections statutaires différentes sont en compétition pour l'emploi à conférer, ils sont classés suivant l'ordre chronologique des procès-verbaux de clôture des sélections statutaires. »;

3° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 14. A l'article 118 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Les lauréats de sélections statutaires expriment leur préférence pour un ou plusieurs emplois déterminés, dans un délai de quinze jours. Le délai est prolongé de quinze jours par le directeur de la Sélection du Service public de Wallonie dans certaines circonstances, et notamment durant la période du 15 juillet et au 15 août.

Le choix d'emplois des lauréats de sélections statutaires est pris en considération selon leur rang de classement. »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « afférentes aux concours organisés par le SELOR » sont abrogés.

Art. 15. Dans l'article 119 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, le mot « quatre » est remplacé par le mot « trois ».

Art. 16. Dans l'article 119bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « pour autant que cette faculté ait été prévue dans l'annonce du concours sur la base duquel ladite réserve extérieure a été constituée » sont abrogés.

Art. 17. A l'article 119ter, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un concours de recrutement à » sont remplacés par les mots « une sélection statutaire pour une fonction relevant de »;

2° les mots « du concours de recrutement à ce métier » sont remplacés par les mots « de cette sélection statutaire ».

Art. 18. Dans l'intitulé de l'annexe II du même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004, par l'arrêté du Gouvernement wallon 15 avril 2005, par l'arrêté du Gouvernement wallon 13 septembre 2007, par l'arrêté du Gouvernement wallon 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon 15 juillet 2010, les mots « épreuves de base pour les concours de recrutement » sont remplacés par les mots « épreuves génériques et de fonction pour les sélections statutaires ».

Art. 19. A la même annexe du même arrêté, la section II est remplacée par ce qui suit :

« Section II. Epreuves génériques et de fonction pour les sélections statutaires

Les épreuves génériques et de fonction ont pour but d'évaluer les compétences des candidats, telles que visées à l'article 114, § 1^{er}, du présent arrêté.

Une compétence est la manière d'agir d'un individu qui, de manière consciente peut (capacité et volonté) mobiliser un ensemble de ressources pertinentes :

- des savoirs (connaissances théoriques);
- des savoirs-faire (stratégies d'actions);
- des savoirs-être (attitude personnelle et motivation);
- pour réaliser des activités professionnelles (comportements observables);
- selon les modalités ou valeurs de l'organisation;
- et via un réseau de ressources;
- afin de produire un résultat (service ou produit) satisfaisant aux critères de performance de ses destinataires : l'organisation et ses usagers.

Art. 20. Sans préjudice de l'alinéa 4, les concours de recrutement dont le programme a été établi avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent régis par les dispositions qui leur étaient applicables avant cette date. Ils sont assimilés à des sélections statutaires pour l'application des articles 19, 7°, 112bis, et 119ter, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Nonobstant l'article 116, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les emplois peuvent encore être attribués aux lauréats des concours de recrutement visés à l'alinéa 1^{er} après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si des lauréats d'un concours de recrutement visés à l'alinéa 1^{er} et des lauréats d'une sélection statutaire sont en compétition pour l'emploi à conférer, ils sont classés suivant l'ordre chronologique des procès-verbaux de clôture de l'épreuve de base du concours de recrutement et de la sélection statutaire.

Les réserves de recrutement existant à l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi, le cas échéant, que les réserves futures issues des épreuves de base organisées dans le cadre de concours de recrutement visés à l'alinéa 1^{er}, conservent leur validité jusqu'au 31 décembre 2015 et quatre ans à compter du procès-verbal qui les constitue lorsque ce procès-verbal est postérieur au 1^{er} janvier 2012.

Lorsqu'une épreuve complémentaire organisée dans le cadre d'un concours de recrutement visés à l'alinéa 1^{er} donne lieu à la constitution d'une réserve, la validité de cette réserve est limitée à la validité de la réserve issue de l'épreuve de base.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Art. 22. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203896]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst hinsichtlich der Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 18. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 16. Dezember 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. März 2014 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 636 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 28. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 19, 7° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 wird die Wortfolge "eine (...) veranstaltete Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren" durch "ein (...) veranstaltetes Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 83, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird das Wort "Anwerbungswettbewerbe" durch "Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete" ersetzt.

Art. 3 - In Buch I, Titel VI, Kapitel 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Anwerbungsprüfungen im Wettbewerbsverfahren" durch "Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 110 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Die Anwerbungs- und Aufstiegsprüfungen im Wettbewerbsverfahren" durch "Die Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete und die Aufstiegsprüfungen im Wettbewerbsverfahren" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 111 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Anwerbungsprüfungen im Wettbewerbsverfahren" wird durch "Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete" ersetzt;

2° die Wortfolge "ob die Ausbildung und das Profil der Bewerber den Anforderungen der zu vergebenden Stelle genügen" wird durch "ob das Profil der Bewerber der zu vergebenden Funktion genügt".

Art. 6 - In Artikel 112, § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 2° wird die Wortfolge "die Liste der in der Anlage III erwähnten Diplome und Studienzeugnisse" durch "die Änderungen der Anlage III" ersetzt;

2° In Punkt 3° wird die Wortfolge "die Anwerbungs- und Aufstiegsprüfungen im Wettbewerbsverfahren" durch "die Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete und die Aufstiegsprüfungen im Wettbewerbsverfahren" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 112bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 wird die Wortfolge "eine Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren" durch "ein Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete" ersetzt.

Art. 8 - In Buch I, Titel VI, Kapitel 1 desselben Erlasses wird der Titel von durch folgenden Titel ersetzt:

"Abschnitt II - Die Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete"

Art. 9 - In demselben Erlass wird Artikel 113, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wie folgt wieder aufgenommen:

"Art. 113 - § 1. Eine Funktion entspricht einer Stelle oder einer Stellengruppe, der ein oder mehrere der in Anlage II angeführte Berufe zugeteilt werden, im Rahmen eines gemeinsamen Bezugssystems des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der Einrichtungen, das nach Gutachten des Kollegiums der leitenden Generalbeamten in Absprache mit den repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen von der Wallonischen Regierung genehmigt wird.

§ 2. Für jede zu vergebende Funktion wird eine Funktionsbeschreibung erstellt, die folgende Informationen umfasst:

1° die Stufe, den Dienstgrad, den Dienststrang und die Gehaltstabelle der Stelle(n);

2° die Zugangsbedingungen für die Stelle(n), einschließlich der gegebenenfalls verlangten Berufserfahrung.

Die Funktionsbeschreibung definiert:

1° die Zielsetzung und die Haupttätigkeitsbereiche der Funktion;

2° die für die Ausübung der Funktion verlangten Kompetenzen.

Die Funktionsbeschreibung wird bei der Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen des SELOR angekündigt."

Art. 10 - In Artikel 114 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° die Paragraphen 1 bis 4 werden durch folgende Wortfolge ersetzt:

"§ 1. Die Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete umfassen eine allgemeine vom SELOR organisierte Prüfung, die dazu dient, die Kompetenzen des Bewerbers im Verhältnis zu den erforderlichen Kompetenzen für die betreffende Dienststufe zu bewerten.

Die Auswahlverfahren umfassen ebenfalls eine durch die Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie unter der Aufsicht des SELOR organisierte Funktionsprüfung, die darauf abzielt, die technischen und Verhaltenskompetenzen des Bewerbers, sowie seine Motivation im Verhältnis zu der für die Ausübung der Funktion verlangten Kompetenzen, so wie sie in der Funktionsbeschreibung angegeben sind, zu bewerten.

§ 2. Die Regierung genehmigt das Programm der Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete, in welchem folgende Möglichkeiten bestimmt sind:

1° ob die Funktionsprüfung aus einem oder mehreren Teilen besteht;

2° ob bestimmte Teile der Funktionsprüfung zum Ausschluss der Bewerber führen können, und ob die bei diesen Teilprüfungen erreichten Punkte für die gesamten bei der Prüfung erzielten Punkte zählen;

3° gegebenenfalls die maximale Anzahl der Bewerber, die angenommen werden, um eine Reserve aus einem Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete zu bilden.

§ 3. Die Bewerber müssen wenigstens 50 Prozent der Punkte bei der allgemeinen Prüfung und 60 Prozent der Punkte bei der Funktionsprüfung erhalten.

§ 4. Bei der Funktionsprüfung besteht der Prüfungsausschuss aus mindestens einem Vorsitzenden aus der Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sowie aus zwei Mitgliedern, die besondere Kenntnisse oder eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung im betroffenen Bereich besitzen, und von denen mindestens eines sowie dessen Stellvertreter aus dem Öffentlichen Dienst der Wallonie oder einer Einrichtung stammt.”;

2° dieser Artikel wird durch einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 6. Die Personen, die die allgemeine Prüfung bestanden haben, und sich für ein Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete für dieselbe Stufe oder eine niedrigere Stufe melden, werden während drei Jahren ab dem Tag der Teilnahme an der Prüfung, die sie bestanden haben, von dieser allgemeinen Prüfung befreit.

Die Personen, die die allgemeine Prüfung nicht bestanden haben, dürfen während eines Zeitraums von sechs Monaten ab dem Tag der Teilnahme an der Prüfung, die sie nicht bestanden haben, nicht mehr an dieser Prüfung für dieselbe Stufe oder eine niedrigere Stufe teilnehmen.

Zwecks der Anwendung der Absätze 1 und 2 wird das Bestehen oder Nichtbestehen einer allgemeinen Prüfung berücksichtigt, die für die föderale Exekutivbehörde oder eine Exekutivbehörde organisiert wird, die unter den Anwendungsbereich des Königlichen Erlasses zur Festlegung der auf das Personal der Dienste der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und des Kollegiums der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten fällt.”.

Art. 11 - In Artikel 115 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter “Vor dem Abschluss des Protokolls nach der Prüfung” durch “Bei dem Anmeldeschluss für die allgemeine Prüfung” ersetzt;

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Das SELOR setzt die Liste der Absolventen fest, die an der Funktionsprüfung teilnehmen können.

Auf Vorschlag der Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie stellt das SELOR das Protokoll der Funktionsprüfung auf und setzt die Liste der erfolgreichen Prüfungsteilnehmer fest, die die aus den Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete stammenden Reserven bildet.”;

3° in Paragraph 3 wird der Satz “Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden auf der Grundlage der Summe der für die betreffende Prüfung erzielten Punkte in jede Reserve eingestuft.” durch den folgenden Satz ersetzt: “Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden auf der Grundlage der bei der Funktionsprüfung erzielten Punkte in die Reserve eingestuft.”.

Art. 12 - In Artikel 116 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Die Stellen werden auf der Grundlage der gemäß Artikel 115, § 3 festgesetzten Reserven zugeteilt.”;

2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird in Paragraph 3 zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Wenn die Bedingungen für den Zugang zu einer Stelle besondere Kenntnisse voraussetzen, die bei der Funktionsprüfung nicht geprüft werden, werden diese Kenntnisse durch die Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie vor der Benennung kontrolliert. Es wird bewiesen, dass der Bewerber, der die allgemeine Prüfung bestanden hat, über diese Kenntnisse verfügt, wenn er sechzig Prozent der Punkte bei dem Gespräch oder dieser Kontrollprüfung erhält.”;

3° in Paragraph 3 wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

“Wenn nach der Untersuchung festgestellt wird, dass ein erfolgreicher Prüfungsteilnehmer den Bedingungen nicht genügt, wird dieser von der Reserve ausgeschlossen”;

4° in Paragraph 3 wird Absatz 5 durch Folgendes ersetzt:

“Der Beschluss, eine zusätzliche Untersuchung zu führen, und die Beschlüsse zum Ausschluss aus der Reserve werden vom Direktor der Direktion Personalauswahl genommen und dem Bewerber mitgeteilt.”.

Art. 13 - In Artikel 117 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Absolventen von Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete, die die gesamten Zulässigkeitsbedingungen nach Artikel 19 für die zu vergebende Stelle erfüllen, werden je nach der Rangordnung ihrer Einstufung zur Probezeit zugelassen.”;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Wenn Absolventen von unterschiedlichen Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete für die zu vergebende Stelle in Frage kommen, werden sie nach dem Datum der Abschlussprotokolle der Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete eingestuft.”;

3° Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 118 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Die erfolgreichen Teilnehmer an Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete bringen ihre Vorliebe für eine oder mehrere bestimmte Stellen innerhalb von fünfzehn Tagen zum Ausdruck. Unter bestimmten Umständen, insbesondere während des Zeitraums vom 15. Juli bis zum 15. August, wird die Frist vom Direktor der Direktion Personalauswahl des Öffentlichen Dienstes der Wallonie um fünfzehn Tage verlängert.

Welche Stelle die Absolventen von Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete auswählen können, hängt von ihrer Einstufung ab.”;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter “in Zusammenhang mit den vom Selor” und “organisierten Wettbewerben” gestrichen.

Art. 15 - In Artikel 119 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird das Wort “vier” durch “drei” ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 119*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge “sofern diese Möglichkeit in der Bekanntmachung des Wettbewerbs, auf dessen Grundlage die besagte externe Reserve gebildet wurde, vorgesehen worden ist” gestrichen.

Art. 17 - In Artikel 119*ter*, Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter “einen Anwerbungswettbewerb für diesen Beruf” werden durch “ein Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete für eine Funktion im Rahmen dieses Berufs” ersetzt;

2° die Wörter “demjenigen des Anwerbungswettbewerbs für diesen Beruf” werden durch “demjenigen dieses Auswahlverfahrens für statutarische Bedienstete” ersetzt.”.

Art. 18 - In der Überschrift der Anlage II desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 werden die Wörter: “Basisprüfungen für die Anwerbungswettbewerbe” durch “Allgemeine Prüfungen und Funktionsprüfungen für die Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete” ersetzt.

Art. 19 - In derselben Anlage desselben Erlasses wird Abschnitt II durch Folgendes ersetzt:

“Abschnitt II. Allgemeine Prüfungen und Funktionsprüfungen für die Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete

Der Zweck der allgemeinen Prüfungen und Funktionsprüfungen besteht darin, die Kompetenzen der Bewerber im Sinne von Artikel 114, § 1 vorliegenden Erlasses zu bewerten.

Eine Kompetenz besteht in der Vorgehensweise einer Person, die bewusst (Fähigkeit und Wille) eine Gesamtheit von relevanten Ressourcen,

- (theoretische) Kenntnisse,

- Fachkundigkeit (Aktionsstrategien);

- Verhalten (persönliche Haltung und Motivation);

einsetzen kann, um Berufstätigkeiten auszuüben (beobachtbare Verhaltensweisen);

- nach den Modalitäten oder Werten der Organisation;

- und anhand eines Netzwerks von Ressourcen,

- um ein Ergebnis (Dienstleistung oder Produkt) zu erreichen, das den Leistungskriterien der Empfänger (= der Organisation und ihrer Anspruchsberechtigten) genügt.

Art. 20 - Unbeschadet von Absatz 4 werden die Anwerbungswettbewerbe, deren Programm vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses erstellt worden ist, auf der Grundlage der Bestimmungen weitergeführt, die vor diesem Datum auf sie anwendbar waren. Sie werden zu Zwecken der Anwendung von Art. 19, 7°, Art. 112*bis* und Artikel 119*ter*, Abs. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete gleichgestellt.

Ungeachtet des Artikels 116, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes können die Stellen nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses noch den Absolventen der in Absatz 1 genannten Anwerbungswettbewerben vergeben werden.

Wenn Absolventen eines Anwerbungswettbewerbs im Sinne von Absatz 1 und Absolventen eines Auswahlverfahrens für statutarische Bedienstete für die zu vergebende Stelle in Frage kommen, werden sie nach dem Datum des Abschlussprotokolls der Basisprüfung des Anwerbungswettbewerbs und des Auswahlverfahrens für statutarische Bedienstete eingestuft.

Die am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses bestehenden Anwerbungsreserven sowie gegebenenfalls die künftigen Reserven aus Basisprüfungen, die im Rahmen von in Absatz 1 genannten Anwerbungswettbewerben organisiert werden, gelten weiterhin bis zum 31. Dezember 2015 und vier Jahre ab dem Protokoll, durch das sie gebildet werden, wenn dieses Protokoll nach dem 1. Januar 2012 erstellt wurde.

Wenn eine zusätzliche Prüfung, die im Rahmen eines in Absatz genannten Anwerbungswettbewerbs organisiert wurde, zur Bildung einer Reserve führt, ist die Gültigkeitsdauer dieser Reserve auf diejenige der Reserve aus der Basisprüfung beschränkt.

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2014 in Kraft.

Art. 22 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203896]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het Waalse ambtenarenapparaat wat betreft de statutaire selecties

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2013;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 19 december 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 636 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 17 maart 2014;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 19, 7^o, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 worden de woorden "een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd wordt door" vervangen door de woorden "een statutaire selectie die georganiseerd wordt door".

Art. 2. In artikel 83, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden "vergelijkende wervingsexamens" vervangen door de woorden "statutaire selecties".

Art. 3. In het opschrift van hoofdstuk I van titel VI van Boek I van hetzelfde besluit worden de woorden "vergelijkende wervingsexamens" vervangen door de woorden "statutaire selecties".

Art. 4. In artikel 110 van hetzelfde besluit worden de woorden "De vergelijkende wervings- en overgangsexamens" vervangen door de woorden "De statutaire selecties en de overgangsexamens".

Art. 5. In artikel 111 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "vergelijkende wervingsexamens" worden vervangen door de woorden "statutaire selecties";

2^o de woorden "de vorming en het profiel van de kandidaten beantwoorden aan de vereisten van de toe te wijzen betrekking" worden vervangen door de woorden "het profiel van de kandidaten beantwoordt aan de toe te wijzen functie".

Art. 6. In artikel 112, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in 2^o worden de woorden "de lijst van de in bijlage III bedoelde diploma's en getuigschriften" vervangen door de woorden "de wijzigingen van bijlage III";

2^o in 3^o worden de woorden "de vergelijkende wervings- en overgangsexamens" vervangen door de woorden "de statutaire selecties en de overgangsexamens".

Art. 7. In artikel 112bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de woorden "een vergelijkend overgangsexamen" vervangen door de woorden "een statutaire selectie".

Art. 8. In Boek I, titel VI, hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling II vervangen als volgt :
"Afdeling II. Statutaire selecties".

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt artikel 113, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"Art. 113. § 1. Een functie stemt overeen met een betrekking of een groep van betrekkingen en wordt opgedeeld in één of meer beroepen vermeld in bijlage II, in het kader van een aan de Waalse Overheidsdienst en aan de instellingen gemeen referentiesysteem dat goedgekeurd is door de Waalse Regering na advies van het college van de leidende ambtenaren-generaal en in overleg met de representatieve vakbondorganisaties.

§ 2. Voor elke toe te wijzen functie wordt een functieomschrijving bepaald, die de volgende inlichtingen omvat :

1^o het niveau, de graad, de rang en de weddeschaal van de betrekking(en);

2^o de voorwaarden voor de toegang tot die betrekking(en), met inbegrip van de eventueel vereiste beroepservaring.

De functieomschrijving bepaalt :

1^o de doelstelling en de hoofdzakelijke activiteiten van de functie;

2^o de vereiste vaardigheden om de functie uit te oefenen.

De functieomschrijving wordt aangekondigd in de oproep tot kandidaten van SELOR."

Art. 10. In artikel 114 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1 tot 4 worden vervangen als volgt :

"§ 1. De statutaire selecties houden één generieke proef in die door SELOR georganiseerd wordt en die bestemd is om de vaardigheden van de kandidaat ten opzichte van de vaardigheden gebonden aan het betrokken niveau te evalueren.

De selecties houden ook een functieproef in, die door de Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst onder de supervisie van SELOR wordt georganiseerd en die bestemd is om de technische en gedragsvaardigheden van de kandidaat alsook zijn motivering ten opzichte van de vaardigheden vereist om de functie uit te oefenen, zoals ze vermeld staan in de functieomschrijving, te evalueren.

§ 2. De Regering keurt het programma van de statutaire selecties goed, dat bepaalt :

1° of de functieproef uit één of meerdere delen bestaat;

2° of bepaalde gedeelten van de functieproef uitschakelend zijn en of de bij die proefgedeelten verkregen punten in overweging worden genomen voor het totaal punten verkregen bij de proef;

3° in voorkomend geval, het maximaal aantal kandidaten die in aanmerking komen om een reservepool voortvloeiend uit een statutaire selectie aan te leggen.

§ 3. De kandidaten dienen minstens 50 % van de punten op de generieke proef en 60 % van de punten op de functieproef te behalen.

§ 4. Tijdens de functieproef is de jury samengesteld uit minstens een voorzitter afkomstig uit de Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst alsook twee leden die over bijzondere kennis of een brede expertise van hoog niveau in het betrokken domein beschikken waaronder, minstens een, zoals zijn plaatsvervanger, afkomstig is uit de Waalse Overheidsdienst of van een instelling.;"

2° het artikel wordt aangevuld met § 6, luidend als volgt :

"§ 6. De kandidaten die geslaagd zijn voor de generieke proef en die zich voor een statutaire selectie voor hetzelfde niveau of voor een lager niveau inschrijven, worden vrijgesteld van die proef tijdens drie jaar na het afleggen van de proef waarvoor ze geslaagd zijn.

De kandidaten die niet voor de generieke proef slagen, mogen die proef voor hetzelfde niveau of voor een lager niveau niet meer afleggen tijdens zes maanden na het afleggen van de proef waarvoor ze niet geslaagd zijn.

Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid wordt in aanmerking genomen, het slagen of het zakken voor een generieke proef georganiseerd voor de federale uitvoerende macht of voor een uitvoerende macht onderworpen aan het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn."

Art. 11. In artikel 115 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "Voor het proces-verbaal na de proef afgesloten wordt" vervangen door de woorden "Bij de afsluiting van de inschrijvingen voor de generieke proef";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. SELOR stelt de lijst vast van de laureaten die toegang hebben tot de functieproef.

SelOR maakt op voorstel van de Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst het proces-verbaal van de functieproef op en stelt de lijst vast van de laureaten die na de statutaire selecties de reserves uitmaken.

3° in § 3 wordt de zin "De kandidaten worden in elk reserve gerangschikt op grond van het totaal aantal punten verkregen bij de desbetreffende proef." vervangen door de zin "De laureaten worden in de reserve gerangschikt op grond van de punten verkregen bij de functieproef."

Art. 12. In artikel 116 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De betrekkingen worden toegekend op grond van de overeenkomstig artikel 115, § 3, vastgestelde reserves.;"

2° in § 3 wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

"Als de voorwaarden m.b.t. de toegang tot een betrekking bijzondere kennis vereisen die in de functieproef niet geverifieerd worden, wordt het bezitten van die kennis door de Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst vóór de aanwijzing gecontroleerd. De kennis wordt bewezen indien de geslaagde kandidaat zestig procent van de punten bij het onderhoud of bij de verificatietest behaalt.;"

3° in § 3 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"De geslaagde van wie na onderzoek vastgesteld is dat hij niet voldoet aan de voorwaarden, wordt uit de reserve uitgesloten.;"

4° in § 3 wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

"De beslissing om een bijkomend onderzoek uit te voeren en de beslissingen tot schorsing of uitsluiting uit de reserve worden door de directeur van de selectie getroffen en aan de geslaagde medegedeeld."

Art. 13. In artikel 117 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De geslaagden van statutaire selecties die het geheel van de toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 19 vervullen voor de toe te wijzen betrekking worden tot de stage toegelaten in de orde van hun rangschikking.;"

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Indien geslaagden van verschillende statutaire selecties tegelijk voor de toe te wijzen betrekking kandidaat zijn, worden ze gerangschikt volgens de orde van de datum van de processen-verbaal ter afsluiting van de statutaire selecties.;"

3° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 118 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De geslaagden van statutaire selecties maken hun voorkeur voor één of meerdere welbepaalde betrekkingen tijdens een termijn van vijftien dagen kenbaar. De termijn wordt onder bepaalde omstandigheden en met name gedurende de periode tussen 15 juli en 15 augustus door de directeur van de Directie Selectie van de Waalse Overheidsdienst met vijftien dagen verlengd.

Er wordt de keuze van betrekkingen van de geslaagden van statutaire selecties volgens hun rang in de rangschikking rekening gehouden."

2° in § 2 worden de woorden "met betrekking tot de vergelijkende examens georganiseerd door SELOR" opgeheven.

Art. 15. Artikel 119 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "drie".

Art. 16. In artikel 119bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "voor zover deze mogelijkheid was voorzien in de aankondiging van het examen op grond waarvan deze externe reserve is samengesteld" opgeheven.

Art. 17. In artikel 119ter, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° de woorden "een vergelijkend wervingsexamen voor" vervangen door de woorden "een statutaire selectie voor een functie vallend onder";

2° de woorden "de vergelijkende wervingsexamens voor die betrekking" worden vervangen door de woorden "de statutaire selectie".

Art. 18. In het opschrift van bijlage II bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004, bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 worden de woorden "basisproeven voor de vergelijkende aanwervingsexamens" vervangen door de woorden "generieke en functieproeven voor de statutaire selecties".

Art. 19. In dezelfde bijlage bij hetzelfde besluit wordt afdeling II vervangen als volgt :

"Afdeling II. Generieke en functieproeven voor de statutaire selecties

De generieke en functieproeven hebben als doel de vaardigheden van de kandidaten, zoals bedoeld in artikel 114, § 1, van dit besluit te evalueren.

Een vaardigheid is de handelswijze van een individu, die bewust (vermogen en wil) een beroep kan doen op een geheel van relevante hulpbronnen :

- (theoretische) kennis;
- handigheid (actiestrategieën);
- gedragsbewustzijn (persoonlijke houding en motivering);
- om beroepsactiviteiten (waarneembare gedragen) uit te voeren;
- volgens de modaliteiten of waarden van de organisatie;
- en via een hulpbronnennet;
- om tot een resultaat (dienst of product) dat voldoet aan de prestatiecriteria van zijn bestemmingen te leiden : de organisatie en zijn gebruikers.

Art. 20. Onverminderd het vierde lid blijven de vergelijkende wervingsexamens waarvan het programma vóór de inwerkingtreding van dit besluit werd opgesteld, geregeld bij de bepalingen die vóór deze datum van toepassing waren". Ze worden gelijkgesteld met statutaire selecties voor de toepassing van de artikelen 19, 7°, 112bis, en 119ter, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode.

Niettegenstaande artikel 116, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenencode kunnen de betrekkingen nog toegekend worden aan de geslaagden van de in het eerste lid bedoelde vergelijkende wervingsexamens na de inwerkingtreding van dit besluit.

Indien geslaagden van een in het eerste lid bedoeld vergelijkend wervingsexamen en geslaagden van een statutaire selectie tegelijk voor de toe te wijzen betrekking kandidaat zijn, worden ze gerangschikt volgens de chronologische orde van de processen-verbaal ter afsluiting van de basisproef van het vergelijkend wervingsexamen en van de statutaire selectie.

De wervingsreserves die op de inwerkingtreding van dit besluit bestaan alsook, in voorkomend geval, de toekomstige reserves voortvloeiend uit de basisproeven georganiseerd in het kader van het in het eerste lid bedoelde vergelijkend wervingsexamen blijven geldig tot 31 december 2015 en gedurende vier jaar te rekenen van het proces-verbaal waarbij ze zijn aangelegd, wanneer dit proces-verbaal van na 1 januari 2012 is.

Wanneer een bijkomende proef georganiseerd in het kader van het in het eerste lid bedoelde vergelijkend wervingsexamen aanleiding geeft tot het aanleggen van een reserve, wordt de geldigheid van die reserve beperkt tot de geldigheid van de reserve voortvloeiend uit de basisproef.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2014.

Art. 22. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET